

Thomas Porcher : «Il faut se saisir de la crise du coronavirus pour changer radicalement notre économie»

Par [Simon Blin](#) — 19 mars 2020 à 13:42

Pour l'économiste, l'épidémie de Covid-19 risque d'entraîner une crise financière comparable à celle de 2008. Il plaide pour une «thérapie de choc» sanitaire afin de relancer au plus vite l'économie.

Chercheur en économie, professeur associé à la Paris School of Business et membre des Economistes atterrés, Thomas Porcher vient de publier [les Délaissés](#) (Fayard), un essai dans lequel il appelle à un Etat social qui réhabilite les services publics, désarmés par plusieurs années de cures d'austérité.

Quel regard portez-vous sur la gestion de crise du gouvernement ?

On a l'impression d'une grande improvisation avec beaucoup de messages contradictoires. Il y a eu d'abord très vite les pénuries de gel hydroalcoolique et de masques pour certains personnels soignants. Puis la semaine dernière, la soirée d'Emmanuel Macron et de son épouse au théâtre pour inciter les Français à sortir malgré le coronavirus, les critiques de la porte-parole du gouvernement sur le confinement italien, la balade de Brigitte Macron sur les quais de Seine, les incitations à envoyer les enfants à l'école. Pendant ce temps, les contaminations augmentaient chaque jour. Les comparaisons avec l'Italie montraient pourtant que nous étions sur une tendance similaire avec quelques jours de retard. Nous aurions pu prendre les devants plutôt que de courir après l'épidémie.

Quelle est la nature de cette crise ?

Nous faisons face à une triple crise : sanitaire, économique et financière. Il est évident que c'est la crise sanitaire qui a provoqué une crise financière et économique. Plus le temps passe, plus les conséquences seront néfastes pour l'économie réelle, les petits commerces, les restaurants et les PME. C'est pour cela que j'étais partisan d'une thérapie de choc dès le début en mettant en place les premières mesures fortes comme le confinement total et la fermeture des frontières afin d'atteindre le plus rapidement possible le plateau de contamination et permettre à l'économie de repartir vite, avec une reprise en V. Dans cette configuration, l'économie aurait peut-être été moins affectée et la perte de PIB sur une année plus faible. Mais pour cela, il aurait fallu mettre presque tous les secteurs à l'arrêt très rapidement même avec un nombre faible de contaminations, ce qui aurait été difficilement justifiable auprès des entreprises.

Comment expliquez-vous la faiblesse des Etats européens face à la pandémie ?

Cela fait des années que les Etats européens désarment leurs services publics en y appliquant des cures d'austérité. L'Union européenne a créé les conditions de son impréparation à la pandémie du Covid-19. En dix ans, l'Italie a réduit de 37 milliards d'euros les dépenses pour son système de santé, soit une perte de 70 000 lits d'hôpitaux, la fermeture de 359 services ainsi que l'abandon de nombreux hôpitaux de petite taille. Si en France, le dysfonctionnement des hôpitaux ne date pas d'hier, les gouvernements successifs, de François Hollande à Emmanuel Macron, n'ont fait que renforcer cette logique d'austérité en organisant une baisse continue de leurs moyens.

Le gouvernement a annoncé un plan d'urgence pour aider les entreprises (report des charges fiscales et sociales, chômage partiel...) ou financer l'Assurance maladie. Saluez-vous ces mesures ?

Elles sont nécessaires. Il faudra y ajouter des mesures de soutien beaucoup plus importantes aux services publics. Les personnels soignants manifestent depuis des mois pour réclamer, sans succès, plus de moyens et d'embauches. C'est aussi le cas des personnels de la petite enfance et de l'éducation. Ce sont eux qui sont aujourd'hui en première ligne dans le combat contre l'épidémie.

Côté bourses, cette crise est-elle comparable à celle de 2008 ?

Oui, elle pourrait même être pire. Le problème est que depuis la crise de 2008, la finance n'a cessé de croître. Or plus la taille de la finance est importante, plus la récession pour l'économie réelle est forte. Si l'on ajoute à cela les lois Travail passées sous la présidence Hollande et Macron, qui permettent de licencier plus facilement, le chômage risque d'augmenter très rapidement. Je me souviens d'un discours de Nicolas Sarkozy qui nous disait que la crise de 2008 marquait la fin de la mondialisation et du capitalisme libéral. Mais cette logique s'est imposée avec encore plus de force par la suite. Une fois élu, François Hollande a poursuivi la politique de dérégulation du marché du travail. En 2014, il a défendu officiellement une politique de l'offre visant à baisser la fiscalité des entreprises, tournant idéologique majeur de son quinquennat. Dix ans plus tard, Macron s'est fait élire en voulant «*adapter*» la France à la mondialisation, affirmant «*ne pas aimer*» le terme de «*modèle social*», voulant supprimer 120 000 postes de fonctionnaires et retirer 60 milliards d'euros à la dépense publique dont 15 milliards à l'assurance maladie. Ne répétons pas ces erreurs. Il faut saisir cette crise pour changer radicalement notre économie, vers un modèle plus social et écologique.

Dans un scénario de sortie de crise, quelles seront les mesures de soutien à appliquer à l'économie ? Dans votre livre, vous proposez un programme.

L'Etat doit se saisir de cette grave crise pour nationaliser ou prendre des participations dans des grandes entreprises. Ce que je propose dans *les Délaissés*, c'est justement de réhabiliter un Etat stratège et un Etat social. Un Etat stratège qui définisse une stratégie industrielle proclimat. Car pour organiser une véritable transition écologique, il va falloir des industries et mieux vaut qu'elles soient françaises. Cela implique également de dompter la finance et de revoir l'organisation des entreprises. Il faut par exemple interdire les banques de dépôts et de crédit d'intervenir sur les marchés financiers. Il faut également intégrer obligatoirement les salariés, les clients, fournisseurs et collectivités locales au conseil d'administration des entreprises. Il va y avoir un transfert massif de fonds de l'Etat vers les entreprises, c'est le moment de changer les choses. Enfin, la partie concernant l'Etat social suppose une remise à niveau des services publics avec l'emploi de personnels et l'augmentation des moyens.